

Sommaire

Employabilité des jeunes

Les efforts s'intensifient p4

PME-PMI

L'Etat gabonais confirme son appui p5

Eramet

La nouvelle DGE au Gabon p6

Ecole des Mines de Moanda

Partenariat avec l'université de Michigan p7

Syndicats

Invités à négocier p8

Horizon économique

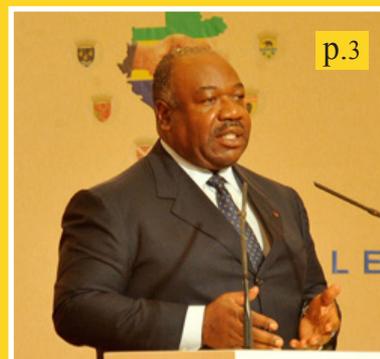
p.2

Moins sombre que prévu

Dialogue politique

La mobilisation
tient ses
promesses

p.3



Horizon économique

Moins sombre que prévu

Publié le 31 mars 2017
www.ledefigabon.com



2

Les analystes sont aujourd'hui beaucoup moins réservés quant au sort de la croissance des pays mis en difficulté par la chute des cours du pétrole. Pour la Banque Centrale, la fin du « super cycle des matières premières », qui a frappé de plein fouet la sous-région Afrique Centrale, permet d'être plus optimiste.

La Banque a en outre noté la belle capacité de résistance de ces pays : « En 2016, les pays exportateurs ont dû ajuster leur politique économique pour faire face à la faiblesse des cours mondiaux. Le PIB régional par habitant s'est donc contracté de 1,1 % en 2016, et la croissance de l'Afrique subsaharienne a ralenti à 1,5 %, son plus bas niveau depuis plus de deux décennies. Mais l'Afrique affiche une résilience économique remarquable ».

C'est dans ce contexte que Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale, a promis d'intensifier l'appui de l'institution qu'il dirige aux pays d'Afrique subsaharienne afin de les aider à réformer et diversifier leur économie pour renouer avec la croissance. «

Les dirigeants vont lancer des réformes de troisième et de quatrième générations qui conduiront à une transformation structurelle de l'Afrique. Ils sont conscients que ces réformes seront difficiles, mais qu'ils devront les mettre en œuvre sans plus attendre et en agissant parallèlement sur de nombreux fronts », a-t-il déclaré.

Du côté de ceux qui scrutent l'environnement des affaires, l'optimisme est aussi de mise. Rappelons que le Global Entrepreneurship Index, classement des pays où l'environnement entrepreneurial est le plus favorable publié par l'agence londonienne GEDI Institute place le Gabon en 9ème position dans le Top 15 africain.

Plusieurs critères ont été pris en compte dans le cadre de la réalisation de ce classement. Il s'agit notamment du PIB du pays par habitant, du niveau de revenu des habitants et son niveau de répartition, du développement numérique et technologique, de la performance dans la protection environnementale et écologique, de la liberté de l'environnement économique, ou encore de la stabilité politique.



LE

GABON

Dialogue politique

La mobilisation tient ses promesses

Publié le 29 mars 2017
www.ledefigabon.com

Au Stade de l'Amitié de Libreville, la salle dédiée à l'ouverture de la phase citoyenne du dialogue politique initiée par le Président de la République, Ali Bongo Ondimba, a refusé du monde. Les responsables d'organisations syndicales, les représentants des associations et ONG, ont tenu à participer à ce rendez-vous qui vise à moderniser la vie publique au Gabon.

Peu avant cela, le discours du chef de l'Etat pour marquer le lancement des assises a été particulièrement suivi. « Nous avons toujours fait le choix majoritaire du dialogue comme modalité principale de règlement de nos différends politiques. C'est là l'un des traits essentiels de notre culture politique : plus prompts à la palabre, mais aussi au dialogue plutôt qu'à l'affrontement violent. C'est, en effet, cela le constituant essentiel de notre ADN politique national », a-t-il déclaré.

Et Ali Bongo Ondimba de rappeler à l'assis-

tance le geste historique de deux adversaires résolus, Léon Mba et Jean-Hilaire Aubame, lors des élections générales du 12 février 1961 : « Ces grands hommes qui avaient choisis de jeter à la rivière les vieilles rancunes qui opposèrent longtemps le BDG et l'UDSG, pour constituer la liste d'Union nationale. Un geste qu'un autre grand Gabonais, Vincent de Paul Nyonda, qualifiera plus tard de « miracle politique », tant la vie politique durant la décennie précédente avait été marquée par l'opposition frontale entre les deux hommes et leurs partis respectifs ».

Pour sortir de la situation actuelle, le numéro un gabonais a insisté sur la nécessité de réformer notamment notre système institutionnel, ainsi que la structure de notre économie, pour « faire naître le nouveau monde ». Tel est, à ses yeux, l'objectif principal de ces assises : « définir collectivement les contours de ce nouveau monde. Un nouveau monde qui accepte l'empire de la Loi, le respect de l'Autre et l'intérêt général ».

Employabilité des jeunes

Les efforts s'intensifient

Publié le 31 mars 2017
www.ledefigabon.com

4

Le projet de loi sur le renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes et la protection sociale vient d'être approuvé. Le Conseil des ministres en sa séance tenu le 27 mars 2017, au palais de la présidence de la République et présidé par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a approuvé au titre des projets de textes législatifs et réglementaires pour le compte du ministère de l'Economie, de la prospective et de la Programmation du Développement Durable.

Le projet de loi autorisant l'Etat Gabonais à contracter des emprunts, entre autres, d'un

montant équivalent à 84.630.000 euros auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), en vue de la réalisation du projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes et la protection sociale au Gabon. Ce prêt à une durée de cinq années.

Cette approbation intervient après la séance de travail du 13 mars 2017, entre le ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Technique et Professionnelle et de l'insertion des jeunes, Monsieur Eloi Nzondo, assisté de son ministre délégué, Françoise Assengone Obame, et des proches collaborateurs qui avaient reçu une délégation de la BAD, conduite par Abdourahme DIAW, Directeur régional. Avec un seul point à l'ordre du jour : la ratification par le Gabon de la Convention sur l'accord de prêt.

A signaler en outre le protocole d'accord relatif à l'enseignement professionnel, signé en présence des membres de la délégation gouvernementale gabonaise et du secrétaire général du Conseil Français des Investisseurs en Afrique (CIAN), Stephen Decam. Un projet qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'enseignement professionnel au Gabon. Il vise notamment le renforcement de l'employabilité des jeunes, à travers le renforcement du niveau d'excellence et de compétitivité des instituts d'enseignement présents sur le territoire national.



PME-PMI

L'Etat gabonais confirme son appui

Publié le 01 mars 2017

www.ledefigabon.com



Le Gabon réaffirme sa volonté de miser sur le secteur privé pour asseoir une croissance économique robuste et durable. La nécessité de diversifier l'économie du pays doit ainsi passer par l'appui aux entrepreneurs de divers secteurs, et notamment ceux des PME-PMI.

Lors d'une rencontre à l'espace PME, le Coordonnateur général du Bureau de coordination du Plan stratégique Gabon émergent (BCPSGE), Liban Soleman, a mis l'accent sur l'importance du rôle des entrepreneurs dans la création d'emploi et de richesses au Gabon.

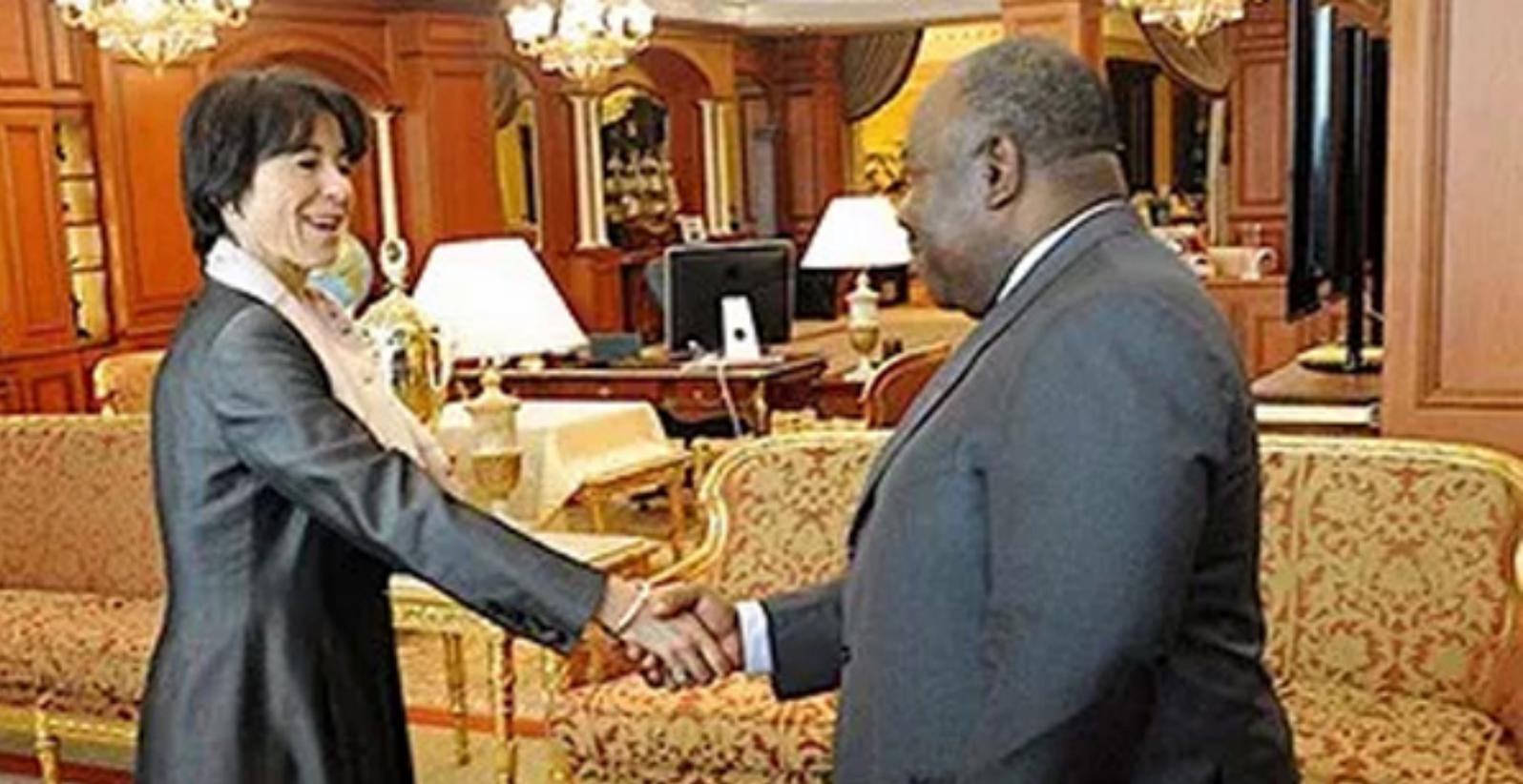
Les échanges ont permis de réaffirmer l'appui des autorités gabonaises aux entrepreneurs du pays. Car l'émergence du Gabon dépend en grande partie des efforts fournis et des résultats obtenus par les entrepreneurs du pays. La jeunesse gabonaise et les PME sont plus particulièrement ciblées.

« Le gouvernement s'engage à accompagner les entrepreneurs et les porteurs de projets

à travers la mise en place d'un incubateur national, afin de mieux soutenir le tissu économique gabonais », a spécifié le Coordonnateur Général du BCPSGE, lors des échanges, avant de spécifier à l'endroit des jeunes entrepreneurs présents : « Etre entrepreneur c'est avoir la volonté de surmonter le défi, parce que la règle d'un entrepreneur en toute simplicité c'est de saisir les problèmes pour en faire des opportunités commerciales. Donc pour les entrepreneurs, il n'y a pas de problèmes mais seulement des solutions ».

Si auparavant, on avait l'habitude de mettre l'accent sur l'absence d'institutions financières appropriées aux PME, l'inaccessibilité au marché public, ou encore la longueur de délai de règlement des factures par l'Etat, des mesures ont été prises pour favoriser les PME gabonaises au cours des derniers temps.

L'Etat a fourni des efforts particuliers pour régler ainsi les arriérés de certaines entreprises gabonaises. Diverses mesures de soutien technique et de renforcement de capacité ont été aussi mises en place. L'Espace PME en fait partie.



Eramet

La nouvelle DGE au Gabon

6

Publié le 24 mars 2017
www.ledefigabon.com

Ce lundi 27 mars 2017, le nouveau Directeur Général Délégué du groupe français Eramet, Madame Christel Bories, et les Ministres Christian Magnagna (Mines) et Régis Immongault (Economie) ont eu une importante séance de travail qui leur a donné l'occasion de faire le tour des questions stratégiques de développement des activités de ce groupe au Gabon.

Après l'audience que lui a accordée, dans la matinée, le président de la République, Christel Bories a profité de l'occasion pour magnifier le partenariat gagnant-gagnant entre l'entreprise et le Gabon, notamment dans le secteur minier. Entendu que le géant minier français, à travers la Comilog, contribue activement à la valorisation du potentiel minier

gabonais (manganèse).

« La Comilog est une partie très importante du groupe. Nous avons des relations historiques très constructives avec l'Etat gabonais et j'espère que nous allons continuer à bâtir une relation à la fois efficace et équilibrée pour pouvoir développer le groupe », a indiqué Mme Bories.

Nommée à son poste, à la suite du Conseil d'Administration du groupe français tenu à Paris le 23 février 2017, la nouvelle DGE est pressentie pour prendre la succession du président actuel, Patrick Buffet, lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du Groupe en mai prochain. Elle a tenu à réserver à la filiale gabonaise, sa première visite hors de France.

Ecole des Mines de Moanda

Partenariat avec l'université de Michigan

Publié le 28 mars 2017
www.ledefigabon.com

Une délégation de l'université américaine de Michigan a été accueillie à l'Ecole des Mines et de la métallurgie de Moanda (E3MG) au cours de la semaine dernière. Il a été question d'un partenariat à travers le programme Refresh, ayant pour objet la mise en place de projets de développement durable dans un certain nombre de secteurs d'activité.

Une séance de travail s'est tenue ainsi dans la salle de Conseil de l'Ecole des mines. Une délégation de la compagnie minière de l'Ogooué a également participé à cette réunion, jugée « fructueuse » par les parties prenantes.

Puisqu'il a été essentiellement question de développement durable, les discussions se sont en grande partie portées sur la production d'énergie renouvelable. Même si l'Ecole des Mines et de la métallurgie met l'accent

sur les richesses et le potentiel du sous sol du Gabon, les réflexions et les actions concernant le développement durable lui semble aussi d'une importance particulière.

Les participants à la séance de travail ont notamment évoqué des projets de production d'énergie solaire ou encore la production d'eau potable à partir des particules de manganèses qui peuvent servir à la fabrication de filtres.

« La coopération avec des entités issues de divers horizons constitue toujours un plus pour notre école puisqu'elle permet d'avancer sur un certain nombre de domaine particulier », a expliqué un responsable de l'E3MG. « L'université du Michigan aux Etats-Unis fait partie des universités de renom, qui comptent des spécialistes en matière de développement durable », continue-t-il. D'où le début du partenariat entre les deux entités.





Syndicats Invités à négocier

Publié le 30 mars 2017
www.ledefigabon.com

Les organisations syndicales réunies au sein de la plateforme « Bloc de la première seconde » ont eu un entretien avec le président de la République, Ali Bongo Ondimba.

« En vous recevant ce jour dans cette maison commune qu'est la Présidence de la République, j'ai voulu réaffirmer un souci qui ne m'a jamais quitté depuis le jour où les Gabonais m'ont accordé leur confiance pour conduire notre destinée commune. Ce souci, c'est celui du dialogue et de la concertation permanente entre enfants d'une même mère : le Gabon. », a déclaré le chef de l'Etat à l'entame de son allocution.

Devant le Premier ministre et les membres du gouvernement, Ali Bongo Ondimba a tenu à écouter les revendications jugées légitimes des organisations syndicales présentes tout en les félicitant d'avoir « choisi la voie du dialogue et de la sagesse plutôt que celle de l'affrontement ».

Venus nombreux à l'occasion de cette rencontre citoyenne, les différents syndicats ont notamment appelé à la création d'une commission tripartite (syndicats, Gouvernement et présidence de la République) chargée d'examiner et de trouver des solutions à leurs problèmes. Revendication entendue par le chef de l'Etat qui a instruit le Premier ministre de proposer les modalités pratiques de sa mise en place.

A la veille de l'ouverture du Dialogue national politique inclusif, Ali Bongo Ondimba a une fois de plus invité les partenaires sociaux à la négociation « pour le bien du pays, pour le bien de la Nation » car a-t-il dit « toute autre option ne peut mener qu'à l'impasse ».

Par ailleurs, le chef de l'Etat a rassuré les participants de la phase citoyenne du Dialogue politique national de la prise en compte par le gouvernement de leurs propositions.